



## **Les faits sur la détention de José Luis Solorio**

1. Le 16 janvier 2019, à peu près à 16h, deux individus qui prétendaient être policiers se sont présentés au domicile de José Luis Solorio, ex secrétaire général du Syndicat des Travailleurs Unis de Honda du Mexique, sans s'identifier ils l'ont emmené dans un véhicule sans identifiant officiel jusqu'à une place commerciale, et de là une patrouille les a accompagnés sans l'informer sur leur destination.
2. Les policiers ont emmené a Solorio aux bureaux de la PGR (Bureau du Procureur Général de la République) situés dans le centre de Guadalajara. Durant le trajet, ils lui ont dit qu'il était détenu pour fausse déclaration aux autorités et qu'il serait reclus à la prison de Puente Grande.
3. Dans les installations de la PGR ils lui prirent des photos, il a été révisé par le médecin de garde, et dû à son insistance, autour de 18h, les policiers lui permettent de passer un appel pour prévenir à sa famille pour qu'elle alerte au syndicat et à l'avocat pénal.
4. Suite à cela, Solorio est emmené à la prison par les mêmes policiers qui l'ont détenu, il est emmené jusqu'à sa cellule sans être informé des charges ou de la demande à son encontre.
5. Le 17 janvier, à 10h35, s'ouvre l'audience où Solorio doit faire sa déclaration, c'est seulement à ce moment qu'il est informé des charges à son encontre, à savoir que l'entreprise Honda du Mexique a présenté la demande.
6. Lors de son audience, une caution de 11.000\$ est fixée pour qu'il puisse sortir et continué son procès en liberté, mais avec la condition de devoir se présenter pour signer chaque lundi au tribunal et avec une échéance de 148 heures pour pouvoir réfuter l'accusation en son encontre en présentant des preuves pour sa défense. Le personnel du tribunal ne comprenait pas pourquoi Solorio était interné au sein de la prison ni comment il avait été détenu.
7. Après avoir payé la caution et réglé toutes les démarches avec le juge, Solorio a été libéré le 20 janvier à 1h du matin.

Nous dénonçons cette sale manœuvre comme une intimidation de la part de l'entreprise Honda du Mexique à l'encontre de notre collègue José Luis Solorio. La détention en soi tout comme la façon dont il a été détenu sont illégaux au vu

des lois en vigueur. Solorio n'a jamais été mis au courant de l'accusation en son contre et il n'a donc jamais eu l'opportunité de venir au tribunal pour s'expliquer, de même aucun ordre d'arrêt à son contre n'a été décrété ce qui rend la détention illégale. Ces faits démontrent la connivence entre autorités véreuses, le syndicat blanc SETEAMI et la direction de l'entreprise de Honda du Mexique.

Malgré cela nous continuerons notre lutte pour obtenir le retour de nos collègues dans l'entreprise et la reconnaissance du syndicat au sein de l'usine !

Cordialement,

Patricia Juan Pineda

STUHM

